

# Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

N° 27

Hiver 2012

Université de Strasbourg : Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA).

## Editorial - Pour une Europe à la hauteur de son prix Nobel

de Michel Dévoluy Université de Strasbourg, BETA

Le président du comité Nobel a remis le 10 décembre 2012 en l'hôtel de ville d'Oslo le prix Nobel de la Paix à l'Union européenne représentée par les présidents du parlement européen Martin Schultz, du Conseil européen, Herman von Rompuy et de la Commission, José Manuel Barroso. Ce prix marque la reconnaissance de plus de 60 années de stabilité en Europe. Il récompense l'ensemble des Européens pour avoir fait avancer la paix, la réconciliation, la fraternité entre les nations, la démocratie et les droits de l'homme en Europe.

Ce prix est un encouragement à poursuivre : mais dans quels sens ?

La présence des trois récipiendaires représentant chacun leur institution est la conséquence d'une construction ambivalente qui tente d'établir un équilibre entre le fédéral et l'intergouvernemental. Le Parlement est de nature fédérale, le Conseil européen est résolument intergouvernemental et la Commission est un peu le point d'équilibre. Mais ce point d'équilibre n'a pas de pouvoir politique : ce n'est pas la Commission qui décide et qui est responsable des choix fondamentaux de l'UE. Ces ambiguïtés interpellent l'avenir de l'architecture institutionnelle de l'Union.

La remise de ce prix Nobel a comme toile de fond une crise économique redoutable. Le nombre des chômeurs en Europe vient d'atteindre 25,8 millions. Les écarts de revenus et de patrimoines se creusent. Des Etats membres endettés sont mis sous tutelles et subissent de violentes cures d'austérité. Des jeunes européens diplômés émigrent.

L'UE a reçu le prix Nobel de la Paix. Mais peut-on préserver la Paix sans construire la paix sociale et économique ? Les pères de l'Europe ont su éloigner les violences militaires en désarmant les nationalismes et en rapprochant les Etats autour d'intérêts communs. Ceci semble acquis. Mais sau-

rons-nous venir à bout des violences économiques qui ouvrent la voie d'abord au populisme, puis au nationalisme et enfin à la défiance envers les autres Etats ? Si le prix Nobel est aussi tourné vers le futur, il doit être un encouragement afin que l'Europe renonce à sa perméabilité aux injustices sociales et aux disparités trop criantes dans les conditions de vie de ses citoyens.

L'UE doit revoir sa doctrine économique. Elle reste trop fascinée par les vertus du marché et la vision selon laquelle « l'égoïsme de chacun participe au bonheur de tous ». Mais aucun Etat membre ne peut entamer ce chemin tout seul.

D'un côté, les Etats restent arc-boutés sur leurs souverainetés et font tout pour éviter un basculement vers un *fédéralisme politique* qui implique des renoncements à leurs pouvoirs. De l'autre, les Etats, surtout dans la zone euro, sont obligés d'accepter un « *fédéralisme tutélaire* », qui leur impose une politique monétaire unique et une surveillance multilatérale de leurs politiques budgétaires avec la règle d'or comme dernier avatar.

Le résultat est là : pas de fédéralisme politique mais un fédéralisme tutélaire qui force les Etats souverains à adopter une doctrine économique très libérale.

La solution est connue. Avec un vrai fédéralisme politique les Européens pourront de nouveau choisir leur doctrine économique et sociale. Sans ce pas décisif, l'Europe restera soumise à des violences qui, à terme, peuvent entamer la Paix pour laquelle est vient d'être primée.